

ANNEXE 1E

**Cadrage et termes de référence de l'Etude d'impact environnemental et social (EIES)
du Projet de fosse de Ouéléba Nord**



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail - Justice - Solidarité



Projet de Fosse de Ouéléba Nord

Simfer S.A.

Tours Cocotiers, Coléah Route Niger
Commune de Matam, BP 848
Conakry, République de Guinée

RAPPORT DE CADRAGE ET TERMES DE RÉFÉRENCE POUR UNE ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DE LA FOSSE DE OUÉLÉBA NORD DANS LA PREFECTURE DE BEYLA

Janvier 2025

Rapport Final

I0016-6370-H-REP-00059

Table des matières

Table des matières	i
Résumé	II
Abréviations et Sigles	1
RAPPORT DE CADRAGE	4
1. Résumé du projet	1
2. Objectifs	1
3. Composantes prioritaires sur le plan environnemental et social.....	1
TERMES DE REFERENCE	3
1. Introduction	4
2. Présentation du Projet	6
3. Objectifs de l'EIES	7
4. Les Précédentes EIES	8
5. Contexte juridique et réglementaire	8
6. Cadre institutionnel.....	10
7. Présentation administrative de la Guinée	10
8. Les normes de l'entreprise et les normes externes	11
9. Description du projet et des alternatives	11
10. Méthode d'évaluation	12
11. Engagement des parties prenantes	16
12. Structure du document EIES.....	17
13. Proposition d'équipe EIES.....	19
14. Calendrier proposé par l'EIES	24
15. Références.....	25
TABLEAUX	
Tableau 1 Approche proposée pour les chapitres de l'EIES	14
Tableau 2 EIES Team	20
FIGURES	
Figure 1 Carte de localisation du projet.....	4
Figure 2 Zone de la fosse de Oueléba Nord	5

Abréviations et Sigles

Le Projet	Le Projet de fosse de Ouéléba nord
AFD	Agence française de développement
AGEE	Agence guinéenne d'évaluations environnementales
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BM	Banque mondiale
CCE	Certificats de Conformité Environnementale
CTAE	Comité technique d'analyse environnementale
DAM	Drainage acide et métallifère
EIES	Étude des impacts environnementaux et sociaux
EHESS/CNRS	École des hautes études en sciences sociales
ESMP	Plan de gestion environnementale et sociale
GIZ	Agence allemande de développement
KP	Knight Piésold Ltd.
MAAS	Société australienne d'acoustique
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEEF	Ministère de l'Environnement, des Eaux et des Forêts
MIOA	Institut d'acoustique du Royaume-Uni
MW	mégawatt
OPIC	Société d'investissement privée d'outre-mer
PARC	Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation
PGES	plan de gestion environnementale et sociale
PSC	Performance sociale et communautaire
PV	Photovoltaïque
SSE	Santé, sécurité et environnement
SFI	Société financière internationale
SMD	Société minière de Dinguiraye
TDR	Termes de référence
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature

RESUME

Simfer S.A., une coentreprise entre le gouvernement guinéen, Rio Tinto et un consortium de grandes entreprises d'État chinoises dirigé par Chinalco, œuvrant au développement des blocs 3 et 4 du Projet Simandou, propose de construire, d'exploiter et de fermer le Projet de fosse de Ouéléba nord dans le cadre du Projet Simandou en Guinée. Le développement du Projet de fosse de Ouéléba nord (le Projet) doit compléter le plan minier du projet Simandou et permettra la production d'un mélange de minerai pour répondre aux besoins de clients tels que les aciéries. Le Projet de fosse de Ouéléba nord se trouve dans le bloc 3 de la concession minière de Simfer (blocs 3 et 4) pour le projet minier du Simandou et s'appuiera sur certaines infrastructures clés qui font partie du projet approuvé du Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire.

L'étude d'impact environnemental et social (EIES) initiale du projet Simandou a été approuvée par le ministère de l'Environnement, des Eaux et des Forêts (MEEF) en 2013. Le 30 juillet 2024, le ministre responsable du ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), sur recommandation de l'Agence guinéenne d'évaluations environnementales (AGEE), a délivré des Certificats de Conformité Environnementale (CCE) pour les composantes de la mine et de l'embranchement ferroviaire à l'issue d'un examen réglementaire d'une EIES mise à jour pour le Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire au cours du premier semestre de l'année 2024. Ces CCE remplacent le CCE initial délivré en 2013 et seront renouvelés chaque année pour ces composantes du projet Simandou.

La portée de l'EIES du Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire, qui a été approuvée, était limitée à l'exploitation à ciel ouvert de la fosse principal de Ouéléba, y compris les activités et l'infrastructure nécessaires à l'appui de la construction, de l'exploitation et de la fermeture de la fosse de Ouéléba. L'EIES du Projet de fosse de Ouéléba nord évaluera les impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation du gisement nord de Ouéléba et élaborera des mesures d'atténuation appropriées pour informer toute mise à jour nécessaire du plan de gestion environnementale et sociale (PGES) approuvé pour le Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire afin tenir compte du développement de la fosse de Ouéléba nord.

À l'appui de l'avancement du Projet de fosse de Ouéléba nord, Simfer S.A. a soumis le 9 septembre 2024 à l'AGEE un Avis de Projet pour informer la détermination de l'AGEE sur l'applicabilité de l'Arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG (Arrêté 1595) au projet de fosse de Ouéléba nord proposé par Simfer S.A. Le 24 septembre 2024, l'AGEE a décidé que Simfer S.A. devrait préparer un addendum à la composante minière de l'EIES mise à jour et approuvée pour le Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire et que l'EIES relative au Projet de fosse de Ouéléba nord serait soumise au processus de révision applicable à un projet de catégorie A conformément à l'arrêté 1595. Simfer S.A. a donc élaboré les présents Termes de Référence (TDR) en se basant sur le fait que le Projet de fosse de Ouéléba nord peut être considéré comme un projet de catégorie A conformément à l'article 15 du chapitre 3 de l'Arrêté 1595. Simfer S.A. préparera et soumettra à l'examen des autorités réglementaires, en tant qu'addendum à la composante minière de l'EIES du Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire, une

EIES pour le Projet de fosse de Ouéléba nord qui répondra aux exigences d'une EIES détaillée conformément à l'article 24 de l'Arrêté 1595.

L'EIES portera principalement sur l'évaluation du Projet de fosse de Ouéléba nord. Dans la mesure du possible, l'évaluation ciblera l'exploitation de la fosse de Ouéléba Nord séparément de l'exploitation du gisement principal de Ouéléba, qui faisait partie du champ d'application de l'EIES approuvée pour le Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire. Cependant, certains sujets ou domaines nécessiteront une évaluation des effets combinés de l'exploitation de la fosse de Ouéléba Nord et de l'exploitation du gisement plus important de Ouéléba. En outre, certains aspects du Projet de fosse de Ouéléba nord resteront inchangés par rapport aux évaluations antérieures associées à l'EIES approuvée pour le Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire.

Une fois achevée, l'EIES du Projet de fosse de Ouéléba nord sera déposée auprès du MEDD par l'intermédiaire de l'AGEE. Une fois approuvés, l'EIES et les PGES associés serviront de base pour le suivi et l'évaluation des performances environnementales et sociales du Projet.

RAPPORT DE CADRAGE

1. Résumé du projet

Le projet de fosse de Ouéléba Nord prévoit l'exploitation d'un petit gisement de minerai de fer satellite situé au nord de la fosse de Ouéléba, dans la mine de Simfer S.A. à Simandou, dans la préfecture de Beyla, dans la région de N'zérékoré.

2. Objectifs

Le cadrage vise à garantir que le processus d'évaluation se concentre sur les principaux impacts environnementaux et sociaux susceptibles de découler du Projet. Le cadrage identifie les impacts significatifs probables du Projet de fosse de Ouéléba nord sur les composantes valorisées qui doivent être étudiées dans l'EIES (la portée) et définit ensuite les approches et les méthodes qui seront adoptées pour l'évaluation.

3. Composantes prioritaires sur le plan environnemental et social

Pour définir le cadrage de manière efficace, il est important de déterminer clairement les composantes du Projet et ses limites physiques, sa zone d'influence, y compris ses limites temporelles et spatiales, et les principaux types d'impacts dont l'évaluation doit tenir compte. Cet exercice a été entrepris avant l'EIES de 2012. Le cadrage réalisé dans le cadre de l'EIES approuvée en 2012 a été approfondi et reste pertinent pour la présente EIES. Afin de valider et d'améliorer le cadrage précédent, Simfer S.A. entreprendra des activités de cadrage supplémentaires avec les parties prenantes potentiellement concernées afin d'identifier les nouvelles questions et préoccupations, de sorte qu'elles soient correctement prises en compte dans l'EIES.

L'EIES actuelle évaluera les composantes environnementales et sociales sensibles similaires à celles qui ont été évaluées dans l'EIES de 2012 pour le projet Simandou et dans l'EIES de 2024 pour le Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire.

Les composantes environnementales et sociales à évaluer dans l'EIES pour le Projet de fosse de Ouéléba nord sont les suivantes:

- qualité de l'air
- gaz à effet de serre
- géologie, sols et déchet minéraux
- eau de surface
- eau souterraine
- bruit, vibrations et explosions climat local
- biodiversité, y compris des mesures visant à atténuer les impacts négatifs du projet sur la forêt de Boyboyba
- paysage et aspect visuel
- questions socio-économiques
- utilisation et propriété des terres
- main d'œuvre et conditions de travail services écosystémiques
- patrimoine culturel

Il convient de noter que cette liste de composantes peut être adaptée au fur et à mesure de l'avancement de l'EIES, afin de tenir compte des variations des aspects environnementaux et sociaux à évaluer.

TERMES DE REFERENCE

1. Introduction

Le Projet Simandou de Simfer S.A. comprend l'exploitation à ciel ouvert de deux gisements de fer rubané à haute teneur (Ouéléba et Pic de Fon) situés dans les blocs d'exploration 3 et 4 de la chaîne montagneuse du Simandou, dans la région de Nzérékoré, dans le sud de la Guinée, gisements qui seront reliés par une voie ferrée à une nouvelle installation portuaire sur la côte, près de l'Ile Kaback (Figure 1). Dans le cadre du développement de ce projet minier, Simfer S.A. a maintenant l'intention de développer le Projet de fosse de Ouéléba Nord.

Plus précisément, Simfer S.A. propose de construire, d'exploiter puis de fermer le Projet de fosse de Ouéléba Nord en complément du projet de minerai de fer du Simandou en Guinée. Le développement du Projet de fosse de Ouéléba Nord (le Projet) viendra en complément du plan minier du Projet Simandou et permettra la production d'un mélange de minerai pour répondre aux besoins de clients tels que les aciéries. Le Projet de fosse de Ouéléba Nord se trouve dans le bloc 3 de la concession minière de Simfer (blocs 3 et 4) pour le projet minier du Simandou et s'appuiera sur certaines infrastructures clés qui font partie du projet approuvé du Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire. La fosse de Ouéléba Nord est située au nord de la fosse principale de Ouéléba déjà approuvée, dans la moitié sud de la chaîne du Simandou longue de 110 km, dans les préfectures de Beyla et Macenta de la région de Nzérékoré, à environ 550 km à l'est-sud-est de Conakry, la capitale de la Guinée. La figure 2 montre les limites conceptuelles de la fosse de Ouéléba Nord.

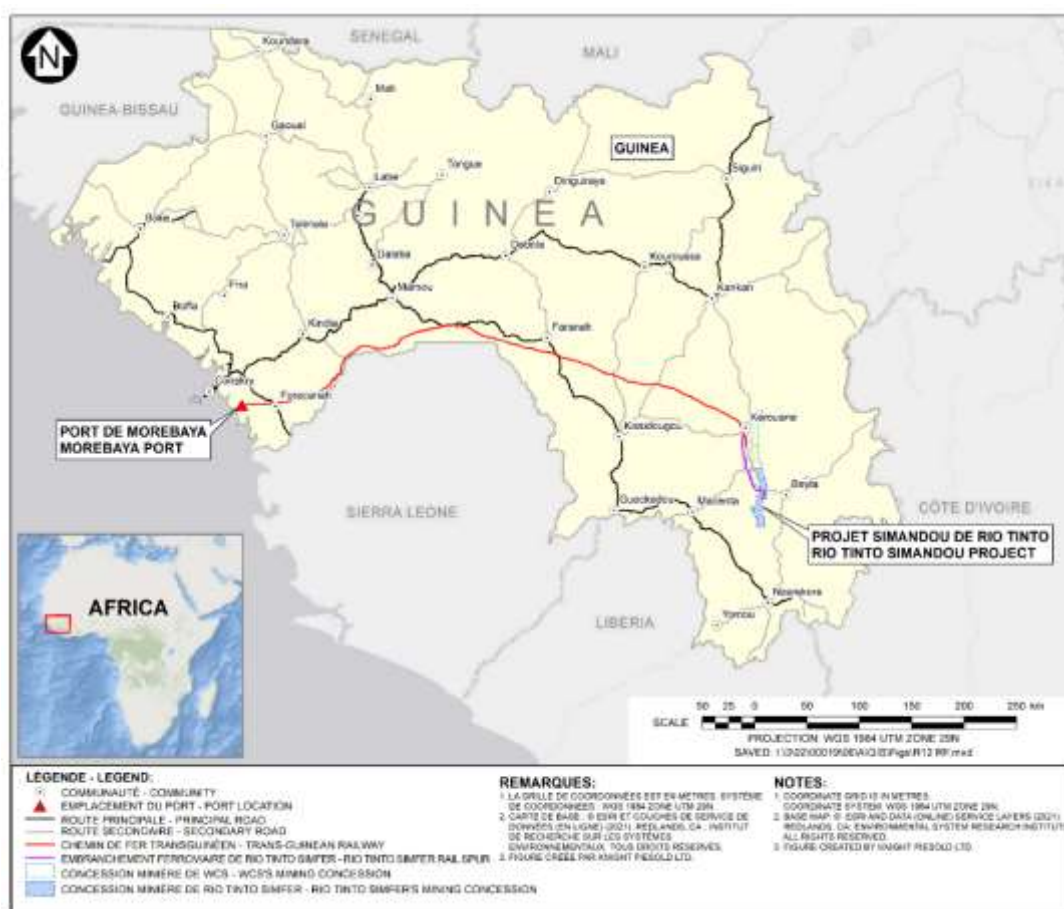
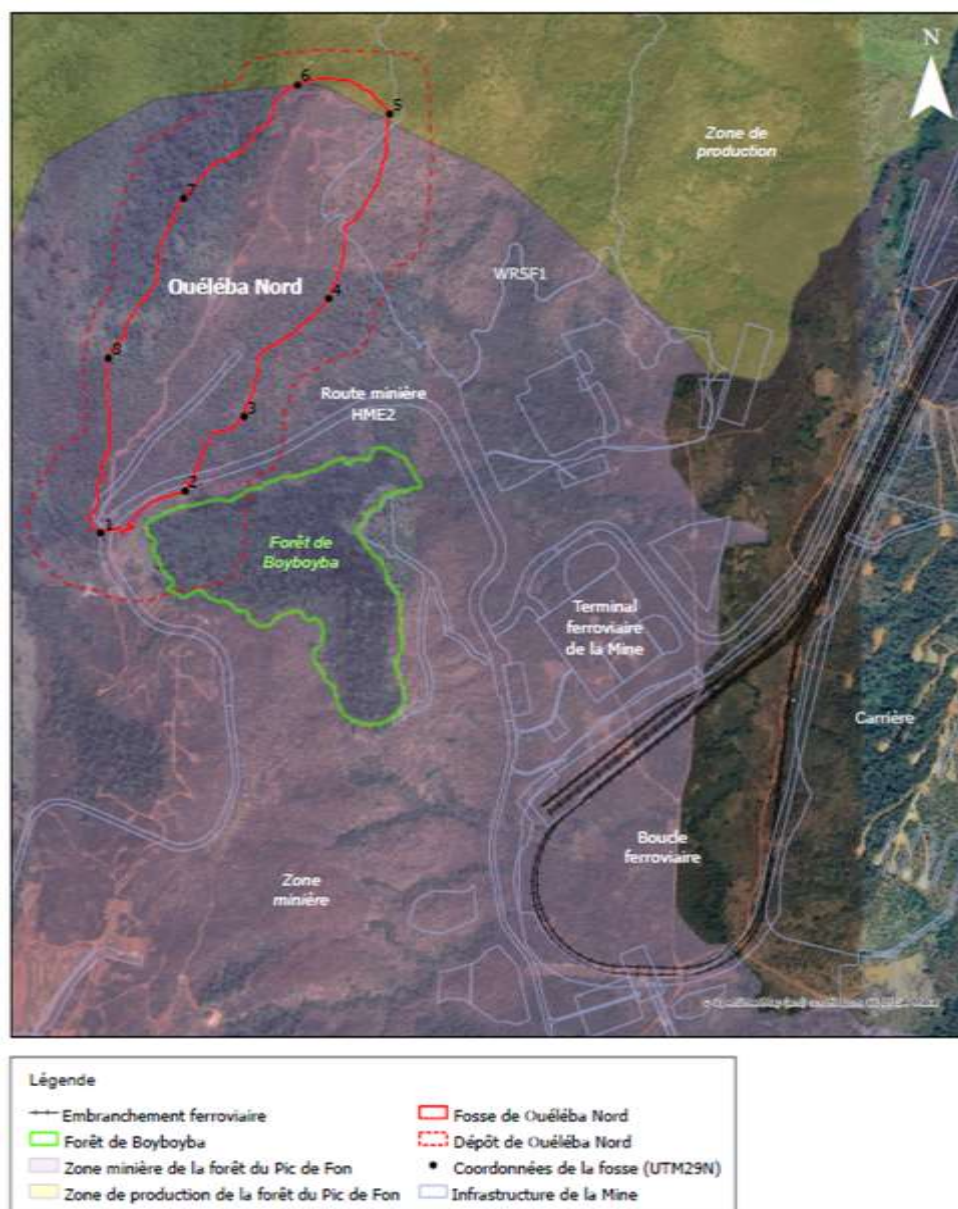


Figure 1 Carte de localisation du projet



REMARQUE :

1. Au nord de la mine de Ouéléba approuvée, la limite conceptuelle de la mine (ligne rouge continue) et la zone tampon (ligne rouge pointillée).
2. Coordonnées GPS de la limite conceptuelle de la fosse de Ouéléba Nord

Id	X_UTM29N	Y_UTM29N
1	512572	958354
2	512865	958498
3	513070	958758
4	513365	959168
5	513576	959809
6	513256	959910
7	512860	959516
8	512598	958960

Figure 2 Zone de la fosse de Ouéléba Nord

Simfer S.A., une coentreprise entre le gouvernement guinéen, Rio Tinto et un consortium de grandes entreprises publiques chinoises dirigé par Chinalco, poursuit le développement des blocs 3 et 4 du projet Simandou. Les EIES originales du Projet Simandou ont été approuvées par le ministère de l'environnement, des eaux et des forêts (MEEF) en 2013, et le 30 juillet 2024, le ministre de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), sur recommandation de l'Agence Guinéenne d'Évaluation Environnementale (AGEE), a délivré des Certificats de Conformité Environnementale (CCE) pour la mine et les composantes de voie ferrée à la conclusion d'un examen réglementaire de l'EIES mise à jour pour le Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire au premier semestre de 2024. Ces CCE remplacent le CCE initial délivré en 2013 et seront renouvelés chaque année pour ces composantes du Projet Simandou.

Pour déclencher l'examen réglementaire du Projet de fosse de Ouéléba Nord, Simfer S.A. a soumis le 9 septembre 2024 à l'AGEE un avis de projet pour informer la détermination de l'AGEE sur l'applicabilité de l'Arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG (Arrêté 1595) au Projet de fosse de Ouéléba Nord proposé par Simfer S.A. (le Projet). Le 24 septembre 2024, l'AGEE a décidé que Simfer S.A. préparerait un addendum à la composante minière de l'EIES mise à jour et approuvée pour le Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire et que l'EIES relative au Projet de fosse de Ouéléba Nord serait soumise au processus de révision applicable à un projet de catégorie A conformément à l'Arrêté 1595.

Simfer S.A. a donc élaboré les présents Cadrage et Termes de Référence (TDR) en se basant sur le fait que le Projet de la Fosse de Ouéléba Nord est un Projet de Catégorie A conformément au Chapitre 3, Article 15 de l'Arrêté 1595 et elle préparera et soumettra à l'examen réglementaire une EIES pour le Projet de fosse de Ouéléba Nord (le projet), en tant qu'addendum à la composante minière de l'EIES du Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire, qui répond aux exigences d'une EIES détaillée conformément à l'Article 24 de l'Arrêté 1595.

2. Présentation du Projet

Le projet de fosse de Ouéléba Nord est situé dans la partie nord de la concession minière de Simfer (blocs 3 et 4), dans la chaîne du Simandou, au sud-est de la Guinée. La chaîne du Simandou suit un axe nord-sud et couvre environ 110 km. Le Pic de Fon, le plus haut sommet de la chaîne méridionale, culmine à plus de 1 650 m d'altitude. La différence d'altitude entre le sommet de la chaîne et les plaines vallonnées environnantes peut atteindre 700 mètres. La fosse de Ouéléba Nord est située dans la forêt classée du Pic de Fon, créée en 1953 essentiellement pour protéger les ressources en eau, les forêts et les sols. La zone minière du Pic de Fon a été définie par le gouvernement et intégrée dans le plan de gestion de la forêt classée du Pic de Fon.

La crête du Simandou et la forêt classée du Pic de Fon abritent différents types d'écosystèmes qui suivent un gradient d'altitude, des basses terres aux prairies submontagnardes. Les principaux habitats de la région de Ouéléba sont des prairies submontagnardes sur la crête avec des éperons et ravines boisés sur les flancs. La zone contient certains des meilleurs exemples de ces écosystèmes dans la région. Les assemblages d'espèces que l'on trouve dans ces écosystèmes se distinguent des

habitats de plaine environnants et présentent une forte concentration d'espèces présentant un intérêt pour la conservation.

De petites populations de chimpanzés d'Afrique de l'Ouest vivent dans la forêt sur le versant ouest de la chaîne du Simandou. En 2016, l'UICN a relevé le statut de conservation du chimpanzé occidental du niveau « en danger » au niveau « en danger critique d'extinction ». De nombreuses espèces végétales et animales vulnérables, en danger, en danger critique d'extinction et dont l'aire de répartition est limitée sont présentes dans la zone du Projet.

La chaîne du Simandou est un important bassin hydrographique de surface et une source de recharge des eaux souterraines. Des ruisseaux alimentés par des sources pérennes traversent les vallées aux versants abrupts et alimentent en eau les écosystèmes locaux, les villages et l'agriculture. La chaîne a également une influence sur le climat local.

Simfer S.A. recueille des données de référence depuis de nombreuses années. La plupart des données de référence présentées dans le cadre de l'EIES du projet Simandou approuvée en 2012 et mise à jour dans le cadre de l'EIES du Projet Simandou de Rio Tinto - Composantes mine et embranchement ferroviaire de 2024 restent valables. Pour cette EIES, des données de référence supplémentaires seront collectées pour des domaines environnementaux et sociaux spécifiques afin de combler les lacunes des données de référence existantes dans la zone d'influence du Projet de fosse de Ouéléba Nord. Les méthodologies utilisées pour collecter des données de référence actualisées seront décrites en détail dans le rapport d'EIES ou ses annexes ; en particulier, dans les différents rapports de référence environnementaux et sociaux.

La caractérisation de référence fournit un contexte permettant de comprendre les impacts potentiels du Projet sur le milieu biophysique et humain environnant et d'identifier les mesures d'atténuation appropriées. Un travail considérable a été réalisé dans l'étude de la zone d'influence du projet minier du Simandou entre 2012 et 2023. Une grande partie de ce travail a déjà été résumée dans l'EIES 2012 de Rio Tinto pour le projet Simandou et dans l'EIES 2024 pour le Projet Simandou de Rio Tinto – Composantes mine et embranchement ferroviaire. Ces documents serviront de base à la caractérisation des conditions existantes du Projet de fosse de Ouéléba Nord.

3. Objectifs de l'EIES

Étant donné que la portée de l'EIES approuvée du Projet Simandou de Rio Tinto - Composantes mine et embranchement ferroviaire était limitée à l'exploitation à ciel ouvert du gisement principal de Ouéléba, y compris les activités et l'infrastructure nécessaires à l'appui de la construction, de l'exploitation et de la fermeture de la fosse principale de Ouéléba, l'EIES du Projet de fosse de Ouéléba Nord évaluera les impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation de la fosse de Ouéléba Nord et élaborera des mesures d'atténuation appropriées pour informer toute mise à jour nécessaire du PGES approuvé pour le Projet Simandou de Rio Tinto - Composantes mine et embranchement ferroviaire afin de tenir compte du développement de la fosse de Ouéléba Nord.

Une fois achevée, l'EIES sera déposée auprès de l'AGEE/MEDD et permettra de mettre à jour la base de référence à laquelle les performances environnementales et sociales du projet Simandou seront comparées dans le cadre d'études ultérieures.

4. Les Précédentes EIES

Les EIES et notices d'impact suivantes ont été préparées par Rio Tinto pour le projet Simandou entre 2011 et 2024 :

- Installation de déchargement maritime (Rio Tinto, 2011a)
- Camps et centres d'approvisionnement logistique (Rio Tinto, 2011b)
- Carrières (Rio Tinto, 2012a)
- Travaux routiers mineurs (Rio Tinto, 2012b)
- Projet principal - y compris les composantes minières, ferroviaires et portuaires (Rio Tinto, 2012c)
- Projet de mine et d'embranchement ferroviaire de Simandou (Rio Tinto, 2024a)
- Installations portuaires de manutention et d'exportation du minerai de fer - y compris toutes les installations terrestres et la construction du quai (Rio Tinto, 2024b)

Les EIES et les notices d'impact environnemental et social ont été élaborées et mises en œuvre conformément à la législation guinéenne sur les EIES et aux conventions applicables, aux normes internationales appropriées, ainsi qu'aux politiques et normes de l'entreprise en vigueur au moment des faits.

5. Contexte juridique et réglementaire

L'EIES du Projet de fosse de Ouéléba Nord décrira le régime réglementaire en vigueur pour ce Projet. Les lois, codes et orientations suivants sont pertinents à cet égard :

- Décret présidentiel 200/PRG/SGG/89 du 8 novembre 1989 portant régime juridique des installations classées
- Code de l'eau de 1994 et arrêté de 2013 (arrêté n° A/2013/173/MEE/CAB/SGG)
- Code de l'environnement (loi n° L/2019/0034/AN du 04 juillet 2019)
- Loi Ordinaire L/2022/0010/CNT Portant Contenu Local
- Droit foncier, y compris
 - Code foncier (L/99/013/AN du 30 mars 1992)
 - Code de la construction et de l'habitation (loi n° L/2015/020/AN, portant Code de la construction et de l'habitation de la République de Guinée)
 - Code forestier (loi ordinaire L/2017/060/AN du 12 décembre 2017 portant Code forestier de la République de Guinée)
- Code Pastoral (Loi ordinaire I/ 2024/008/CNT du 07 février 2024 portant Code pastoral en République de Guinée)
- Code de l'agriculture (2016-avant-projet de loi d'orientation agricole de la République de Guinée)
- Code des collectivités locales (loi ordinaire L/2017/040/AN du 24 février 2017 portant Code révisé des collectivités locales de la République de Guinée)
- Code du travail (loi ordinaire L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014 portant Code du travail de la République de Guinée)

- Code de sécurité social Loi L/94/006/CTRN du 14 février 1994 code de la sécurité sociale
- Législation sur la biodiversité, y compris :
 - Loi Ordinaire N° 2018/0049/AN Portant Code de protection de la faune sauvage et réglementation de la chasse.
 - A/2019/5663/MEEF/CAB Attributions et organisation de la coordination nationale des postes de contrôle des produits forestiers ligneux, non ligneux et fauniques
 - A/2020/1590/MEEF/MPAEM/SGG Protection des espèces de flore et de faune dans la faune de la République de Guinée
 - A/2020/1591/MEEF/CAB/SGG Protection de la flore et de la faune en Guinée
 - Procédure administrative d'évaluation environnementale 2023 (arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG modifiant l'arrêté A/2022/1646/MEDD/CAB/SGG)
 - La Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes 2024-2030

Principales normes réglementaires guinéennes en matière de rejets et d'émissions :

- NG 09-01-010 : 2012/CNQ : 2004 Norme guinéenne pour le rejet des eaux usées
- NG 09-01-011 : 2012/CNQ : 2004 Norme guinéenne pour les rejets atmosphériques polluants
- NG 09-01-012 : 2012/CNQ : 2004 Norme guinéenne relative aux limites maximales d'exposition à certains produits chimiques et au bruit sur le lieu de travail
- NG 09- 05 – 001 : 2012/ISO 14001 : 2004 Norme guinéenne pour les systèmes de gestion de l'environnement – Exigences et lignes directrices pour son utilisation
- NG 09-01-013 :2012/CNQ: 2004 Norme guinéenne relative aux procédures d'inspection environnementale pour les installations industrielles et commerciales
- NG 09- 05 – 002 : 2012/ISO 19011 :2002 Normes guinéennes de lignes directrices pour l'audit des systèmes de management de la qualité et/ou de management environnemental

La procédure administrative d'évaluation environnementale 2023 est l'orientation la plus récente définissant le contenu d'une EIES détaillée, on en a donc tenu compte dans la présentation de l'EIES proposée dans les présents Termes de Référence (section 12).

6. Cadre institutionnel

Sur le plan national, le gouvernement guinéen a créé plusieurs ministères chargés de mettre en œuvre des mandats spécifiques. Les ministères ont le pouvoir de délivrer des autorisations de développement dans leurs domaines administratifs. Les affaires environnementales relèvent de la responsabilité du Ministère délégué à l'Environnement et au Développement Durable, et le ministère responsable de ce projet est le Ministère des Mines et de la Géologie. Les autres ministères concernés de l'actuel gouvernement guinéen sont les suivants :

- Ministère des Infrastructures d'Etat chargé des Travaux publics
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Ministère de Commerce, l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises
- Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
- Ministère de l'Enseignement technique de la Formation professionnelle et de l'emploi
- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'innovation
- Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation
- Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique
- Ministère des Mines et de la Géologie
- Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime
- Ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables
- Ministère des Transports
- Ministère de la sécurité et de la protection civil

7. Présentation administrative de la Guinée

Sur le plan administratif, le pays est subdivisé en sept régions administratives (Labé, Kankan, Faranah, N'Zérékoré, Boké, Mamou, Kindia et la zone spéciale de Conakry) et 33 préfectures. Le pays compte aussi 332 sous-préfectures, 38 communes urbaines. Chaque préfecture est dirigée par un préfet, assisté d'un conseil des conseillers préfectoraux. Les sous-préfectures et communes rurales sont dirigées par des présidents de délégations spéciales et des sous-préfets. Les municipalités urbaines sont dirigées par des présidents de délégations spéciales.

Le préfet représente le gouvernement national au niveau local et exerce à ce titre les pouvoirs constitutionnellement attribués au gouvernement national. Le préfet émet des ordonnances rédigées pour le droit local, par exemple pour fermer un bâtiment qui ne respecte pas les codes de sécurité, ou pour modifier les règles de circulation (limitation de vitesse, permis de construire).

Au niveau local, le territoire est divisé en municipalités, elles-mêmes divisées en districts (présidés par des présidents de district). Dans les zones rurales, le territoire est divisé en communes rurales,

subdivisées en districts (les districts sont également divisés en secteurs dirigés par un chef de secteur). En milieu urbain, le territoire est divisé en Communes Urbaines.

8. Les normes de l'entreprise et les normes externes

L'EIES pour le projet de la fosse de Ouéléba Nord décrira les normes nationales et internationales qui seront adoptées dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Il s'agit notamment des normes suivantes :

- Normes d'entreprise de Rio Tinto
- Normes et directives internationales pertinentes, y compris les
- Principes de l'Équateur IV (Association des principes de l'Équateur, 2020) et les normes de performance de la Société financière internationale (SFI, 2012)
- Les conventions et engagements pertinents en matière de biodiversité, tels que le Plan national de rétablissement (ministère de l'Environnement, des eaux et des forêts [MEEF], 2020) et le Plan régional de rétablissement du chimpanzé occidental (Union internationale pour la conservation de la nature [UICN], 2020).

L'EIES pour le projet de la fosse de Ouéléba Nord décrira la manière dont ces normes sont censées influencer la mise en œuvre du projet. Ces normes seront intégrées dans les plans de gestion environnementale et sociale appropriés.

9. Description du projet et des alternatives

Le projet de fosse nord de Ouéléba impliquera l'exploitation d'un petit gisement satellite situé immédiatement au nord du gisement principal de Ouéléba. Simfer S.A. note que le projet de fosse de Ouéléba Nord ne prolongerait pas la durée de vie du projet Simandou au-delà de la fin prévue de la production commerciale telle que présentée dans les EIES approuvées pour le projet de mine et d'embranchement ferroviaire de Simandou, mais qu'il améliorerait le plan de mine et permettrait la production d'un minerai mélangé pour répondre aux besoins de l'industrie sidérurgique. Simfer S.A. note que le projet de fosse de Ouéléba Nord sera principalement soutenu par les infrastructures approuvées de la mine, telles que les logements du camp minier, les usines de traitement de l'eau et des eaux usées, et les installations de gestion des déchets solides.

Le projet de la fosse de Ouéléba Nord impliquera également la mise en place de nouvelles installations pour le projet de la fosse de Ouéléba Nord, notamment les suivantes :

- Développement d'une mine à ciel ouvert pour exploiter le gisement de Ouéléba Nord.
- Développement d'une nouvelle infrastructure à proximité de la fosse de Ouéléba Nord pour soutenir les opérations d'exploitation à ciel ouvert.
- Utilisation des infrastructures minières existantes/approuvées pour soutenir les opérations de la fosse de Ouéléba Nord, y compris les installations de stockage des stériles, les magasins/stockages d'explosifs, les stations de traitement de l'eau et des eaux usées, les installations de transfert/gestion des déchets, et les installations d'hébergement/campagne.
- Mise en place d'un système ou d'un réseau de centrales photovoltaïques (PV).

La fosse Ouéléba Nord sera exploitée en trois étapes au cours de la durée de vie du projet Simandou, qui est de 26 ans.

- Étape 1 - Années 1 à 3
- Étape 2 - Années 3 à 6
- Étape 3 - à partir de la 22e année

Les alternatives au projet seront décrites en fonction des éléments suivants :

- Faisabilité technique ou performance
- Incidences sur l'environnement biophysique
- Impacts sur l'environnement socio-économique
- Rentabilité (lorsque le coût est important pour le choix de l'alternative)

Le choix de l'alternative préférée sera rationalisé sur la base des critères susmentionnés.

Les évaluations des alternatives se concentreront sur les domaines suivants :

- Taux de production
- Méthodes d'exploitation minière
- Séquence d'extraction
- Manipulation du minerai
- Options de décarbonisation
- Élimination des stériles

Une description détaillée du projet de la fosse de Ouéléba Nord, y compris les phases de construction, d'exploitation et de fermeture proposées, le calendrier du projet et les autres moyens de réaliser le projet, sera incluse dans l'EIES.

La construction du projet de la fosse de Ouéléba Nord devrait commencer au cours du deuxième trimestre 2025, sous réserve de l'obtention des approbations et autorisations réglementaires applicables.

10. Méthode d'évaluation

L'EIES se concentrera principalement sur l'évaluation du projet de la fosse de Ouéléba Nord. Dans la mesure du possible, l'évaluation ciblera l'exploitation du gisement de Ouéléba Nord séparément de l'exploitation du gisement plus important ou principal de Ouéléba, qui fait partie du champ d'application de l'EIES approuvée pour la mine de Simandou et le projet d'embranchement ferroviaire. Cependant, certains sujets nécessiteront une évaluation des effets combinés de l'exploitation du gisement de Ouéléba Nord et de l'exploitation du gisement plus important de Ouéléba. En outre, les évaluations de certains sujets resteront inchangées par rapport aux évaluations précédentes associées à l'EIES du projet de mine et d'embranchement ferroviaire de Simandou, qui a été approuvé.

Les catégories d'évaluation suivantes ont été identifiées pour l'EIES du projet de la fosse de Ouéléba Nord sur la base de l'approche susmentionnée (la justification de l'application de l'une des

catégories d'évaluation ci-dessous à une composante ou à un domaine valorisé sera présentée dans l'EIES) :

- **Domaines / composantes valorisées qui peuvent être évalués uniquement pour le gisement de Ouéléba Nord**, indépendamment de l'évaluation précédente pour la mine de Simandou et le projet d'embranchement ferroviaire. Il s'agit de domaines pour lesquels les effets combinés de l'exploitation du gisement satellite de Ouéléba Nord et du gisement principal de Ouéléba n'ont pas besoin d'être pris en compte dans l'évaluation des impacts directs. Pour les domaines qui entrent dans cette catégorie, une nouvelle évaluation sera présentée en se concentrant uniquement sur le développement minier de Ouéléba Nord.
- **Domaines / composantes valorisées qui ne peuvent être séparés du projet dans son ensemble.** Il s'agit de domaines où les effets de l'exploitation du gisement de Ouéléba Nord ne peuvent être évalués indépendamment des effets de l'exploitation du gisement de Ouéléba, plus important ou principal. Pour les zones ou les composantes valorisées qui entrent dans cette catégorie, l'évaluation présentera les effets combinés de l'exploitation des gisements de Ouéléba et de Ouéléba Nord.
- **Zones d'étude / composantes valorisées qui resteront inchangées en raison du projet Ouéléba Nord.** Il s'agit de domaines pour lesquels les effets prévus de l'exploitation du gisement principal de Ouéléba ne sont pas susceptibles de changer avec l'exploitation du gisement de Ouéléba Nord.

L'EIES pour le projet de la fosse nord de Ouéléba comprendra également une évaluation des effets supplémentaires et cumulatifs du projet de la fosse de Ouéléba et des développements antérieurs et existants, y compris le projet approuvé de la mine de Simandou et de l'embranchement ferroviaire, ainsi que des développements raisonnablement prévisibles qui peuvent interagir dans l'espace et dans le temps avec les effets environnementaux résiduels du projet de la fosse nord de Ouéléba sur les composantes valorisées sur le plan environnemental et socio-économique ou sur les récepteurs de l'environnement.

Le tableau 1 présente la structure des chapitres de l'EIES proposée, qui correspond généralement à l'EIES approuvée pour le projet de mine et d'embranchement ferroviaire de Simandou, ainsi que l'approche d'évaluation prévue pour chaque chapitre. La justification de l'affectation de chaque domaine/élément valorisé à l'une des catégories pour l'évaluation des impacts directs sera présentée dans l'EIES (des détails supplémentaires sur la structure du document EIES sont présentés à la section 12).

Tableau 1 Approche proposée pour les chapitres de l'EIES

Chapitre		Description de la mise à jour prévue
1	Introduction	L'introduction reconnaît l'achèvement de l'EIES précédente (mine de Simandou et projet d'embranchement ferroviaire) et définit le contexte de l'évaluation du projet de la fosse de Ouéléba Nord. Les sections relatives au contexte réglementaire et aux normes du projet resteront inchangées.
2	Description du projet	L'accent sera mis sur la description des nouvelles infrastructures et des modifications proposées aux infrastructures existantes/approuvées pour soutenir le développement du gisement de Ouéléba Nord. Les composantes du projet existant qui ne seront pas affectées par le projet de la fosse de Ouéléba Nord ne seront pas examinées en détail. L'exploitation du gisement de Ouéléba Nord et son intégration au projet de la mine de Simandou et de l'embranchement ferroviaire seront abordées dans le chapitre.
3	Alternatives	Décrire et évaluer les alternatives au développement du projet de la fosse de Ouéléba Nord, y compris l'option sans projet et les moyens alternatifs d'exploitation du gisement de Ouéléba Nord. Les options de fermes solaires seront également prises en compte.
4	Cadrage et engagement des parties prenantes	Décrivez les efforts de consultation et les préoccupations des parties prenantes spécifiquement liées au projet de la fosse de Ouéléba Nord.
5	Géologie, sols et déchets minéraux	Décrire les résultats d'une évaluation basée sur les évaluations géochimiques du gisement de Ouéléba Nord.
6	Environnement aquatique	Un nouveau rejet d'effluents miniers pourrait être nécessaire. L'évaluation se concentrera sur les impacts résultant du développement du projet de la fosse de Ouéléba Nord, mais s'appuiera également sur la modélisation prédictive de la qualité de l'eau réalisée pour le gisement principal ou plus important de Ouéléba.
7	Bruit et vibrations	Une nouvelle évaluation basée sur la modélisation des effets cumulés des impacts de Ouéléba Nord et de la fosse originelle de Ouéléba.
8	Qualité de l'air	Une nouvelle évaluation basée sur la modélisation des effets cumulés des impacts de Ouéléba Nord et de la fosse initiale de Ouéléba.
9	Climat local	Aucune mise à jour n'est prévue. Un paragraphe sera ajouté pour expliquer pourquoi l'évaluation précédente (mine de Simandou et projet d'embranchement ferroviaire) du climat local reste valable.
10	Greenhouse Gase Gaz à effet de serre	Une nouvelle prévision et évaluation des émissions pour le projet de fosse de Ouéléba Nord sera fournie.

Chapitre		Description de la mise à jour prévue
11	Ressources et Déchets non minéraux	Aucune mise à jour n'est prévue. Un paragraphe sera ajouté pour expliquer pourquoi l'évaluation précédente (mine de Simandou et projet d'embranchement ferroviaire) du climat local reste valable.
12	Biodiversité	Évaluation actualisée sur la base de données de référence supplémentaires, prenant en compte les effets combinés de l'exploitation des gisements de Ouéléba Nord et de Ouéléba.
13	Patrimoine culturel	Une nouvelle évaluation des impacts sur le patrimoine culturel du développement du projet de la fosse de Ouéléba Nord.
14	Évaluation du paysage et de l'aspect visuel	Évaluation cumulée des impacts paysagers et visuels de l'exploitation des gisements de Ouéléba Nord et de Ouéléba.
15	Socio-économie	Évaluation cumulative incorporant des enquêtes sociales complémentaires.
16	Utilisation et propriété des terres	Évaluation cumulative incorporant des enquêtes sociales complémentaires.
17	Emploi et conditions de travail	Aucune mise à jour n'est prévue. Un paragraphe sera fourni pour expliquer pourquoi l'évaluation précédente (mine de Simandou et projet d'embranchement ferroviaire) des conditions de travail et d'emploi reste valable.
18	Migration induite par le projet	Aucune mise à jour n'est prévue. Un paragraphe sera fourni pour expliquer pourquoi l'évaluation précédente (mine de Simandou et projet d'embranchement ferroviaire) de la migration induite par le projet reste valable.
19	Santé et sécurité de la communauté	Aucune mise à jour n'est prévue. Un paragraphe sera fourni pour expliquer pourquoi l'évaluation précédente (mine de Simandou et projet d'embranchement ferroviaire) de la santé et de la sécurité des communautés reste valable.
20	Services écosystémiques	Une nouvelle évaluation axée sur le développement du projet de la fosse de Ouéléba Nord, prenant en compte toute nouvelle information sur l'utilisation de la forêt par les communautés locales, recueillie dans le cadre d'enquêtes sociales supplémentaires.
21	Droits de l'homme	Aucune mise à jour n'est prévue. Un paragraphe sera fourni pour expliquer pourquoi l'évaluation précédente (mine de Simandou et projet d'embranchement ferroviaire) des droits de l'homme reste valable.
22	Fermeture de la mine	Plan spécifique concernant la fermeture du projet de la fosse de Ouéléba Nord qui sera finalisé avant la fermeture.

Chapitre		Description de la mise à jour prévue
23	Impacts cumulatifs	Une évaluation des effets progressifs et cumulatifs du projet de mine de Ouéléba Nord et des développements antérieurs et existants, y compris le projet approuvé de mine de Simandou et d'embranchement ferroviaire, ainsi que des développements raisonnablement prévisibles susceptibles d'interagir dans l'espace et dans le temps avec les effets environnementaux résiduels du projet de mine de Ouéléba Nord.

Simfer S.A. appliquera la hiérarchie d'atténuation suivante pour les impacts du projet sur les composantes environnementales et sociales :

1. L'évitement
2. Réduction ou minimisation
3. Restauration
4. Compensations

Par exemple, Simfer S.A. appliquera la hiérarchie des mesures d'atténuation pour les chimpanzés et leur habitat dans la zone d'influence du projet ; en particulier, les mesures d'évitement et de réduction des impacts sur les chimpanzés d'Afrique de l'Ouest et leur habitat seront prioritaires comme options d'atténuation. Les mesures de compensation de l'habitat seront envisagées en dernier recours pour atténuer les impacts du projet sur les chimpanzés.

Les plans de gestion du projet de mine de Ouéléba Nord seront des mises à jour des plans de gestion environnementale et sociale qui faisaient partie de l'EIES approuvée pour la mine de Simandou et le projet d'embranchement ferroviaire. Les mises à jour des plans de gestion environnementale et sociale existants/approuvés pour la mine de Simandou et le projet d'embranchement ferroviaire s'appuieront sur les mesures d'atténuation supplémentaires élaborées pour le projet de la fosse de Ouéléba Nord.

Simfer S.A. s'assurera, par une surveillance sur le terrain, que toutes les mesures d'atténuation proposées dans les plans de gestion environnementale et sociale sont dûment mises en œuvre pendant la phase de construction du projet de la fosse de Ouéléba Nord. Des activités de suivi seront également développées et mises en œuvre pour les récepteurs sensibles identifiés, afin de contrôler l'efficacité à long terme des mesures d'atténuation proposées pendant la phase d'exploitation.

Dans les cas où les impacts socio-économiques ne peuvent être évités, Simfer S.A. appliquera le Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation (PARC Cadre) pour réinstaller et/ou compenser les impacts du projet sur les établissements humains ou sur l'utilisation des terres.

11. Engagement des parties prenantes

L'EIES décrira les efforts de consultation spécifiques au projet de mine de Ouéléba Nord, qui comprendront au moins deux séries de consultations avec les communautés affectées par le projet.

12. Structure du document EIES

L'EIES répondra aux exigences en matière d'information pour une EIES détaillée spécifiées à l'article 24 de la procédure administrative de 2023 pour les évaluations environnementales (A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG):

- Un résumé non technique qui résume brièvement les informations fournies dans les différents chapitres, de la description du projet au plan de gestion environnementale et sociale.
- Une introduction présentant les grandes lignes du rapport
- Une description complète du projet, y compris le contexte et la justification du projet, les objectifs et les résultats attendus du projet, les activités, les développements et les travaux prévus pendant les phases de construction, d'exploitation et de fermeture, ainsi qu'une description des rejets, y compris les équipements et les installations associés. Cette description comprendra également une estimation des coûts du projet et le calendrier de mise en œuvre en fonction des différentes phases, la détermination des limites géographiques de la zone du projet.
- Une analyse de l'état initial du site et de son environnement : collecte de données de base sur l'eau, le sol, la flore, la faune, l'air, le changement climatique, les conditions physiques, chimiques et biologiques, les conditions socio-économiques et les sites du patrimoine archéologique et culturel, etc.
- Une analyse du cadre politique, juridique et institutionnel du projet
- Une présentation de la méthodologie d'évaluation
- Une description et une analyse comparative des alternatives, y compris une description des différentes variantes possibles de la mise en œuvre du projet en termes de localisation géographique (site, corridor, zone), de disponibilité technologique (processus, modes de fonctionnement) ou de techniques opérationnelles, ainsi qu'une comparaison de ces variantes et la justification de la variante choisie.
- Une description des mesures et initiatives dans le domaine de l'adaptation et de la résilience au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, ainsi que des effets sur les espèces migratrices menacées ou en déclin et sur leurs habitats.
- Mesures spécifiques de réduction des gaz à effet de serre et d'adaptation
- Évaluation de la perte de biodiversité et des services écosystémiques conformément à la hiérarchie d'atténuation (éviter, atténuer, compenser et assurer un gain net)
- Élaboration de mesures visant à compenser la perte de biodiversité, le cas échéant sous forme de compensation
- Effets sur le genre et les personnes vulnérables
- Une évaluation des risques et des impacts environnementaux et sociaux (positifs ou négatifs, directs, indirects ou cumulatifs (à court, moyen et long terme) liés à la mise en œuvre du projet dans ses différentes phases.
- L'identification et la description des mesures visant à prévenir, surveiller, éliminer, atténuer et compenser les incidences négatives

- Résultats des consultations publiques avec une description des méthodes et processus appliqués
- Mécanisme de gestion des griefs
- Un plan de gestion environnementale et sociale comprenant un programme d'atténuation et/ou d'amélioration des impacts, un programme de suivi environnemental, un programme de renforcement des capacités des parties prenantes et un résumé des coûts des différents programmes.
- Une conclusion générale basée sur les principales mesures visant à limiter et/ou à éliminer les impacts négatifs les plus significatifs.
- Références bibliographiques
- Annexes constituées de documents complémentaires (termes de référence de l'EIES et/ou études complémentaires, rapports sectoriels, procès-verbaux de consultation publique) élaborés dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social, de cartes, de dessins, de résultats de laboratoire, de rapports photographiques et d'articles jugés importants pour la compréhension du travail.

Le rapport EIES sera organisé en deux volumes. Le volume 1 comprendra le texte principal du rapport EIES, y compris la méthodologie, la description du projet, l'analyse des alternatives, les évaluations d'impact spécifiques et les conclusions. Chaque chapitre d'évaluation d'impact du volume 1 fournira :

- Une introduction au sujet et aux sources et types d'impact à traiter dans le chapitre (c'est-à-dire le champ d'application).
- Une définition de la zone d'étude et une description des lois et des orientations pertinentes, ainsi que des méthodes à utiliser pour caractériser le niveau de référence et pour prévoir et évaluer les impacts (y compris une note sur les difficultés ou les limites).
- Une description de l'état de référence pertinent pour le sujet
- Une évaluation des impacts sur la base de la conception actuelle du projet
- Une analyse des mesures proposées pour atténuer les incidences négatives importantes (et pour renforcer les avantages) et une évaluation des incidences résiduelles après atténuation
- Un résumé des conclusions

Le rapport EIES du volume 1 sera accompagné d'annexes comprenant des études de référence actualisées et des rapports techniques pertinents pour l'analyse d'impact. Les annexes seront numérotées en fonction du chapitre qu'elles soutiennent.

La deuxième partie de l'EIES comprendra le volume 2 : cadre de gestion environnementale et sociale, qui se composera du plan de gestion environnementale et sociale (PGES) et des plans de gestion spécifiques à chaque discipline figurant dans les annexes. Le cadre de gestion environnementale et sociale comprendra les plans et stratégies spécifiques suivants :

- Plan de gestion environnementale et sociale (PGES)
- Stratégie de gestion des drainages acides et métallifères (DAM)
- Plan de gestion de la qualité de l'air, du bruit et des vibrations

- Plan de gestion de la perturbation et de la réhabilitation des sols
- Plan d'action pour les gaz à effet de serre et l'efficacité énergétique
- Plan de gestion des déchets non minéraux
- Plan d'intervention en cas d'urgence environnementale
- Stratégie de gestion de l'eau
- Plan de fermeture de la mine
- Plan d'action en faveur de la biodiversité
- Stratégie en faveur de la biodiversité
- Plan de gestion de la biodiversité
- Plan de gestion des chimpanzés de l'Ouest
- Plan de gestion des espèces exotiques envahissantes
- Rapport de suivi et d'évaluation de la biodiversité
- Stratégie de compensation finale pour la biodiversité
- Plan de gestion du commerce de la viande de brousse et des espèces sauvages
- Plan d'engagement des parties prenantes
- Mécanisme de règlement des griefs
- Plan de gestion du patrimoine culturel
- Plan de gestion de la santé et de la sécurité des communautés
- Plan de gestion des droits de l'homme
- Plan de gestion du trafic
- Plan d'action pour la réinstallation

Simfer S.A. note que l'ensemble du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale constitue le plan de gestion des risques du Projet de la Fosse de Ouéléba Nord. Les plans de gestion qui forment le Cadre de gestion environnementale et sociale seront élaborés pour atténuer les impacts et les risques liés au projet sur les composantes environnementales et socio-économiques.

En outre, les divers plans de gestion spécifiques aux composantes serviront de base à l'élaboration des futurs programmes et plans de suivi et de surveillance des composantes environnementales et socio-économiques.

13. Proposition d'équipe de l'EIES

Simfer S.A. a retenu les services d'une équipe d'experts indépendants de Knight Piésold Ltd. (KP) pour mener l'EIES. KP travaille sur des EIES en Guinée dans le cadre d'un accord d'équipe avec AMERI SARL (Agence internationale de surveillance, d'expertise et de recrutement). Les deux sociétés ont été accréditées en tant que consultants EIES par l'Agence Guinéenne d'Evaluation Environnementale (AGEE).

KP et AMERI sont soutenus par plusieurs autres consultants. Le tableau 2 dresse la liste des cabinets de consultants qui ont participé à l'étude et de leur rôle.

Tableau 2 l'Equipe de l'EIES

Champ d'application	Organisations
Coordination de l'EIES	Knight Piésold Ltd. (KP) and AMERI (Guinea)
Engagement communautaire et réglementaire	AMERI (Guinea)
Climat	KP
Qualité de l'air	WKC Group Pty Ltd.
Gaz à effet de serre	KP
Le bruit	Muller Acoustic Consulting Pty Ltd.
Géochimie et sols	KP
Eau (hydrologie, hydrogéologie, qualité de l'eau)	KP
la biodiversité	Sylvatrop Consulting (Guinea)
Patrimoine culturel	Insuco (Guinea)
la socio-économie	Insuco (Guinea) and AMERI (Guinea)

L'équipe EIES est également soutenue par les équipes Santé, sécurité et environnement (SSE) et Performance sociale et communautaire (CSP) de Rio Tinto Simfer, qui se consacrent à l'élaboration des programmes sociaux et environnementaux de l'entreprise, ainsi que par des experts internes.

De brèves biographies des principaux experts qui dirigent l'EIES sont présentées ci-dessous.

Anna Hutchison, MES - Directrice de projet - Madame Anna Hutchison est titulaire d'une maîtrise en études environnementales et possède 14 ans d'expérience dans le secteur des ressources naturelles, avec une spécialisation en conseil environnemental. Son expertise englobe la rédaction et la direction d'EIES, ce qui inclut la réalisation d'études de base sociales, d'évaluations d'impact social, d'analyses d'alternatives et l'évaluation d'impacts cumulatifs. Elle est également compétente pour mener et diriger des programmes d'engagement communautaire, préparer des évaluations des gaz à effet de serre, effectuer des examens de diligence raisonnable par des tiers, planifier la fermeture des mines et élaborer des plans de gestion. Sa vaste expérience comprend le travail sur des EIES conformes aux normes de performance de la Société financière internationale, avec des projets en Guinée, en Guinée-Bissau et en Érythrée. Depuis 2022, Mme Hutchison a été activement impliquée dans le projet Simandou, en tant qu'assistante consultante gestionnaire de projet pour la mine de Simandou et l'embranchement ferroviaire EIES et en tant qu'auteur de plusieurs chapitres de l'EIES et de plans de gestion.

Madame Hutchison sera la directrice du projet de l'EIES pour la fosse de Oueléba Nord.

Amber Blackwell, P.Geo. - Directrice Adjointe de Project - Madame Blackwell est une géoscientifique professionnelle qui possède plus de 13 ans d'expérience dans le domaine du conseil environnemental. Ses domaines d'expertise comprennent la caractérisation, l'atténuation et la gestion géochimiques, les études hydrogéologiques et hydrologiques, la modélisation prédictive de la qualité de l'eau, la planification de la fermeture des mines et l'assurance financière. Son expérience en matière d'EIES comprend la réalisation d'études géochimiques et d'études de base sur la qualité de l'eau, d'évaluations de l'impact sur l'environnement physique, de planification de la fermeture des mines et d'évaluation des impacts cumulatifs. Mme Blackwell participe activement au projet Simandou depuis 2022, en tant que gestionnaire adjointe du projet pour la mine de

Simandou et l'embranchement ferroviaire, et en tant qu'auteur de plusieurs chapitres et plans de gestion de l'EIES. Mme Blackwell a également participé à l'audience de la CTAE pour la mine de Simandou et l'embranchement ferroviaire EIES en 2024.

Madame Blackwell sera directrice adjointe du projet et responsable de l'environnement physique pour l'EIES du projet de la fosse de Ouéléba Nord.

Richard Cook, P.Geo. (Limited) - Examineur principal - Monsieur Cook est un géoscientifique professionnel qui possède 28 ans d'expérience dans le domaine du conseil environnemental, notamment dans la rédaction et la direction d'études d'impact environnemental et social. Il a l'expérience des études hydrogéologiques et de la qualité de l'eau, de la planification de la fermeture des mines, de l'engagement des communautés et des populations autochtones, des études sur les connaissances autochtones et des évaluations des incidences socio-économiques. Son travail s'est principalement concentré sur les secTDR miniers et hydroélectriques. Il est intervenu en tant qu'expert technique lors de nombreuses évaluations environnementales et d'audiences publiques sur les permis d'utilisation des eaux. Il a également été appelé à réaliser des examens de projets dans le cadre de la diligence raisonnable et à soutenir des procédures judiciaires. Il a travaillé sur des EIES conformes aux normes de performance de la Société financière internationale dans divers pays africains, dont la Guinée, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, l'Érythrée et Madagascar. Il est impliqué dans le projet Simandou depuis 2020 et a été le gestionnaire de projet consultant pour la mine de Simandou et l'embranchement ferroviaire EIES.

Monsieur Cook assurera la supervision et le soutien de l'équipe EIES.

Sylvain Dufour - Directeur de projet biodiversité et spécialiste de la faune et de la flore - M. Dufour est un expert de la faune spécialisé dans l'écologie terrestre, et plus particulièrement dans les écosystèmes africains et la grande faune (primates, ongulés, carnivores, rongeurs). Il a travaillé dans de nombreux pays, dont le Congo, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, et s'intéresse particulièrement à la protection de la faune et à la mise en œuvre d'inventaires sur la faune impliquant la gestion d'équipes composées d'experts locaux et internationaux. Il a ainsi récemment dirigé des inventaires sur la faune dans le cadre de grands projets miniers et de barrages hydroélectriques pour des clients tels que CBG (Guinée), Simandou (Guinée) et MPD/Zanaga (Congo). Il a également travaillé sur divers projets dans la réserve du Mont Nimba (Guinée et Libéria), le parc national du Djoudj (Sénégal), la réserve de faune de Kankan (Guinée) et la forêt classée de Diécké (Guinée). Il est également l'auteur de plusieurs études sur les techniques de recensement de la faune et de la grande faune en Afrique subsaharienne. L'expérience qu'il a acquise en Guinée en travaillant sur divers projets lui permet de se familiariser avec les autorités nationales, en particulier avec le ministère de l'environnement et du développement durable. Au niveau international, il est membre de l'UICN au sein du groupe de spécialistes de l'hippopotame. M. Dufour a lancé une ONG appelée Sylvatrop en 1999, et, en 2013, a créé Sylvatrop Consulting Guinée impliquée dans des programmes de suivi environnemental et d'analyse des impacts au profit de divers projets miniers, dont plusieurs sont soumis aux normes de performance de la Société financière internationale (SFI). Il a également développé des

compétences en pilotage de drone et a créé le département aérien & drone de Sylvatrop Consulting (LIDAR, Photogrammétrie aérienne, Topographie, Bathymétrie).

Éric Muller, PhD - Biodiversité Scientifique principal et examinateur - M. Muller est un biologiste qui a plus de 40 ans d'expérience professionnelle en tant que consultant international, notamment en Afrique, en France, au Canada et aux États-Unis. Depuis 1977, il est président de TERRA Geographical Studies Inc, une société de conseil canadienne. Au cours des six dernières années, il a été directeur scientifique de Sylvatrop Consulting, responsable des EIES, des PGES et des PAB. A ce titre, il a supervisé l'ensemble des projets africains de la société impliquant ce type d'études. Il a également occupé des postes académiques dans plusieurs universités au Canada et aux États-Unis (par exemple, Johns Hopkins University, University of Delaware, Trent University, York University). Il est intervenu en tant que témoin expert dans plusieurs comités. Il travaille régulièrement sur des projets commandés par le SFI et la Banque mondiale.

Les domaines d'expertise du Dr Muller sont les suivants :

- Conservation des écosystèmes
- Evaluation de l'impact sur l'environnement
- Respect des normes internationales (SFI, OPIC, WB et BERD)
- Elaboration de normes environnementales
- Examen de rapports et d'études sur l'environnements

De 2019 à 2024, le Dr. Muller a travaillé sur des projets dans des pays tels que la Tunisie, la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée, le Burkina Faso, Djibouti, le Togo, le Bénin, le Gabon, le Cameroun, la RCA, le Mozambique, l'Inde, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Canada, pour des clients tels que SFI, la GIZ (l'agence de développement allemande), l'AFD (Agence française de développement), la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) et divers clients privés, notamment des sociétés minières et des producteurs d'énergie renouvelable.

Par exemple, il a été le responsable environnemental d'un projet d'expansion de la CBG en Guinée de 2013 à 2018, à la tête d'une équipe de plus de 20 experts (avec EEM Ltd.). Il a également été choisi par la CBG comme intermédiaire principal avec les prêteurs du projet (SFI et OPIC), contribuant à obtenir leur validation du projet. Il a également rédigé l'évaluation de l'impact biologique et le système de gestion de la biodiversité qui en découle.

M. Muller a été le directeur scientifique de Sylvatrop Consulting pour la mise à jour du chapitre sur la biodiversité de l'EIES pour le projet Simandou de Rio Tinto en Guinée. Outre son rôle dans l'examen des rapports de divers experts, il a été l'auteur principal du chapitre sur la biodiversité de l'EIES, du plan d'action en faveur de la biodiversité, du plan de gestion de la biodiversité, de l'évaluation de l'habitat critique et de nombreux autres rapports. Il a également été un lien clé en matière de biodiversité entre Rio Tinto et Winning Consortium Simandou pour la ligne de chemin de fer reliant Simandou aux ports.

M. Muller a participé à de nombreuses études appliquant le critère PS6 de la SFI, conformément à la dernière version du système de gestion de la biodiversité (27 juin 2019), y compris des évaluations de l'habitat critique pour la SFI sur une douzaine de sites tunisiens et pour d'autres clients sur de

nombreux autres projets en Guinée, dans le reste de l'Afrique et dans le reste du monde. Il est également familier avec d'autres standards internationaux (OPIC, WB, BERD).

Ashley Meyer - Spécialiste en qualité de l'air - M. Meyer est ingénieur mécanicien diplômé (B.Eng. Mech. Mechanical Engineering). Il est chargé de la gestion et de l'exécution des tâches liées au bruit et à la qualité de l'air, y compris la surveillance de base, le développement d'inventions en matière d'émissions, la modélisation du bruit environnemental et professionnel et la modélisation de la dispersion de l'air, ainsi que les évaluations d'impact pour des projets à l'échelle mondiale. Les domaines d'expertise de M. Meyer comprennent la modélisation du bruit industriel, y compris les vibrations induites par l'acoustique et les vibrations induites par l'écoulement, la modélisation de la dispersion de l'air (AERMOD et CALPUFF) et les évaluations d'impact. Il a participé à des projets dans le cadre de secteur, notamment dans les secteurs du pétrole et du gaz, de la pétrochimie, de l'énergie, de l'industrie manufacturière et de l'exploitation minière. Il possède une excellente connaissance des lois, réglementations et lignes directrices nationales et internationales associées aux études et évaluations environnementales et a travaillé sur des projets situés dans divers pays, notamment la République démocratique du Congo, l'Indonésie, l'Irak, le Kenya, la Malaisie, le Mozambique, le Nigeria, Oman, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, le Turkménistan, les Émirats arabes unis, le Viêt Nam et la Zambie. M. Meyer dirigera l'évaluation de la qualité de l'air pour la présente EIES.

Rod Linnett - Spécialiste en acoustique - M. Linnett a 31 ans d'expérience dans le domaine de l'acoustique environnementale et industrielle, ayant passé plus de 10 ans dans un environnement industriel lourd (BHP Steel Port Kembla Steelworks) et 21 ans supplémentaires en tant que consultant travaillant en Australie, au Royaume-Uni, en Europe et en Afrique. Il possède une vaste expérience de la mesure et de l'analyse du bruit dans l'environnement, des prévisions et des évaluations d'impact, de l'atténuation et de la gestion du bruit dans le cadre d'un large éventail de projets, en particulier dans les secteurs de l'extraction, de l'industrie et de la fabrication. M. Linnett est membre de l'Australian Acoustics Society et de l'Institute of Acoustics UK. Dans le cadre du projet Simandou, il a dirigé les aspects relatifs au bruit, aux vibrations et au dynamitage de l'EIES 2012 de la mine et de l'EIES 2024 de la mine et de l'embranchement ferroviaire. Il dirigera les évaluations du bruit, des vibrations et des explosions pour l'EIES actuelle.

Mathieu Fribault - Spécialiste en patrimoine culturel - Dr. Fribault est titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale et ethnologie de l'EHESS/CNRS et est spécialisé dans les processus de transition socioculturelle et environnementale et les études transculturelles : changement social, innovation technique, projets et création de communautés. Il travaille en Afrique de l'Ouest, notamment en Guinée, où il connaît bien la langue Susu et son contexte culturel. Il a étudié les communautés impactées par les projets de Rio Tinto en 2022 et 2023, et l'impact sur leur patrimoine culturel, mais aussi pour les autres acteurs miniers du pays. Mathieu Fribault est spécialisé dans l'étude des institutions religieuses et rituelles, des imaginaires communautaires entre tradition et modernité, et des processus de patrimonialisation. Il a travaillé dans un certain nombre de programmes différents, se spécialisant dans l'histoire et les traditions orales, les formes traditionnelles de pouvoir et le régime foncier. Sa formation et son expérience dans des contextes

interdisciplinaires, ainsi que ses vastes connaissances bibliographiques, lui permettent de créer des liens entre les nombreuses disciplines présentes à INSUCO.

Le Dr Fribault sera responsable des aspects liés au patrimoine culturel du projet EIES de la fosse de Ouéléba Nord.

Marika Ignaczak - Spécialiste en études sociales - Madame Ignaczak est titulaire d'un master en politique et développement en Afrique et au Sud et en droit et sciences politiques. Depuis 2017, elle a été chef de projet, gestionnaire de programme puis directrice technique, et à ce titre a travaillé pour Insuco Guinée depuis 2022. Elle a coordonné et organisé des EIES et des PAR conformément aux exigences et réglementations guinéennes et internationales. Ces études ont porté sur des projets miniers en Guinée. Elle s'est progressivement spécialisée dans les études et enquêtes sur le patrimoine culturel, en commençant en 2022 par coordonner la mise à jour et la finalisation des études sur le patrimoine culturel et archéologique pour le projet Simandou. Elle poursuivra cette étude en tant qu'experte en patrimoine culturel en 2023 et 2024.

Madame Ignaczak sera l'experte responsable de la réalisation de la partie sociale de l'EIES du Projet Fosse de Ouéléba Nord sur le terrain, en menant les enquêtes et en supervisant les consultants nationaux et les enquêteurs locaux mis à sa disposition.

Sory Keita – Consultant national senior en EIES - Monsieur Keita est consultant senior chez AMERI et possède 14 ans d'expérience en matière de l'EIES. Il est également enseignant-chercheur et doctorant en sciences de l'environnement. Il a réalisé plusieurs EIES et audits environnementaux en tant que consultant principal pour des organisations telles que la Banque mondiale, Guinea Alumina Corporation, Société minière de Dinguiraye (SMD), Fokabs Canada, Bellzone et Conakry Terminal.) Il a également siégé pendant six ans au Comité technique d'analyse environnementale (CTAE), où il a examiné plusieurs rapports d'évaluation environnementale de projets miniers et participé à des audiences publiques. Il maîtrise la législation environnementale guinéenne, les engagements internationaux de la Guinée et les normes environnementales internationales de la Société financière internationale, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Il peut évaluer l'empreinte carbone des projets miniers et autres projets de développement. M. Keita a déjà travaillé sur le projet Simandou en tant que consultant national pour l'EIES de la mine et de l'embranchement ferroviaire.

M. Keita participera aux forums communautaires et apportera une contribution de haut niveau et une révision de l'EIES.

14. Calendrier proposé pour l'EIES

Le calendrier de Simfer S.A. pour le développement du projet de la fosse de Ouéléba Nord est le suivant :

- Études de faisabilité en 2024 - 2025
- Soumission à l'AGEE, en décembre 2024, du projet de TDR pour la fosse de Ouéléba Nord.
- Soumission de la EIES et des plans de gestion associés pour le projet de la fosse de Ouéléba Nord à l'AGEE en février 2025.

- Ingénierie détaillée en 2024-2025
- Début de la construction à partir de 2025
- Mise en service/commencement de la phase d'exploitation en 2026

Une fois achevée, l'EIES pour le projet de la fosse nord de Ouéléba sera déposée auprès du MEDD et de l'AGEE. Le rapport sera utilisé pour mettre à jour la base de référence à laquelle les performances environnementales et sociales du projet seront comparées au cours des suivis ultérieurs.

15. Références

Association des principes de l'Équateur, 2020. *Les Principes de l'Équateur IV – juillet 2020*. Accès en ligne : <https://equator-principles.com/wp-content/uploads/2020/05/The-Equator-Principles-July-2020-v2.pdf>.

Société financière internationale (SFI), 2012. *Normes de performance environnementale et sociale*. Accès en ligne : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/Sustainability-At-IFC/Politiques-Standards/Performance-Standards.

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 2020. Plan d'action régional pour la conservation des chimpanzés d'Afrique de l'Ouest (*Pan troglodytes verus*) 2020-2030. Groupe de spécialistes des primates de la CSE de l'UICN. Accès en ligne : <https://doi.org/10.2305/IUCN.CH.2020.SSC-RAP.2.en>.

Ministère de l'environnement, des eaux et des forêts (MEEF), 2020. *Plan national de conservation des chimpanzés (Pan troglodytes verus) de Guinée 2020 - 2030*. République de Guinée. pp.112. Accès en ligne : www.guineachimpanz.com/action-plan.

Rio Tinto, 2011a *Projet Simandou – Évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES) – Installations de déchargement maritime*.

Rio Tinto, 2011b *Projet Simandou – Évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES) de classe – Hébergement temporaire de la main d'œuvre de construction et centres d'approvisionnement logistique*.

Rio Tinto, 2012a *Projet Simandou – Évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES) de classe – Programme de carrières*.

Rio Tinto, 2012b *Projet Simandou – Évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES) de classe – Programme de routes*.

Rio Tinto, 2012c *Mine du Simandou – Évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES)*.

Rio Tinto, 2024a *Évaluation des impacts environnementaux et sociaux du Projet de mine et d'embranchement ferroviaire du Simandou*

Rio Tinto, 2024b *Évaluation des impacts environnementaux et sociaux du Projet d'installations portuaires de manutention et d'exportation du minerai de fer du Simandou Évaluation de l'impact environnemental et social.*